



## LES FEMMES LAURENTIENNES, PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE ET STRATÉGIES POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS

Mars 2017

### L'accès à l'emploi : inégalités et obstacles<sup>1</sup>

L'accès à l'emploi est l'une des façons les plus directes et rapides d'améliorer les revenus pour les groupes les plus défavorisés. Or, le constat général qui se dégage de l'analyse de notre échantillon est que, bien que les femmes sondées aient un niveau de scolarité plus élevé que celui de la moyenne montréalaise, elles ont en majorité un revenu familial se situant sous le seuil de pauvreté. Cette non-correspondance entre le niveau de scolarité et le revenu perpétue les inégalités économiques vécues par les immigrantes et est un obstacle à leur valorisation sociale et professionnelle. Un meilleur financement des ressources communautaires en employabilité pourrait amoindrir cet écart.

### LA DÉQUALIFICATION : LA NON-CORRESPONDANCE ENTRE LE NIVEAU DE SCOLARITÉ ET LE REVENU

Étant en moyenne plus diplômées que la population non immigrante, les personnes issues de l'immigration ont des expériences de travail et des compétences qui sont faiblement reconnues à Montréal. Au niveau canadien, les statistiques démontrent que 49 % des femmes immigrantes récentes détiennent un certificat ou un diplôme de niveau baccalauréat ou de niveau supérieur, comparativement à 23 % des femmes nées au Canada (Statistique Canada, 2011).

Malgré leur niveau de scolarité élevé, les personnes immigrantes se heurtent à un obstacle de taille : la déqualification. Cela signifie qu'elles occupent des emplois requérant des qualifications inférieures à celles qu'elles détiennent.

La déqualification diminue les opportunités d'emploi qualifié et les possibilités de mobilité sociale. Elle résulte de différentes situations, parmi lesquelles la discrimination sur le marché du travail et la non-reconnaissance des diplômes et des connaissances acquises à l'étranger. Les personnes déqualifiées risquent alors d'occuper de manière durable un emploi précaire et faiblement rémunéré.

On peut voir la déqualification en observant le rapport entre le niveau de scolarité et les revenus. Comme le démontre l'analyse de notre échantillon, composé à 68,4 % de femmes immigrantes, 47 % des femmes sondées détiennent un diplôme universitaire (dont 15 % ont obtenu un diplôme d'études universitaires avancées), mais elles ont, pour la plupart, un revenu de moins de 30 000 \$ par année. Ainsi, même si le grade universitaire augmente, il a une faible incidence sur l'accroissement du revenu.

---

<sup>1</sup> Les informations présentées ici proviennent de la recherche « Portrait socio économique des femmes laurentiennes réalisé sous la direction de Leila Celis (professeure de sociologie, UQAM) en partenariat avec le Service aux collectivités de l'UQAM et le Comité femmes du Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL). Le rapport complet est disponible sur [http://criec.uqam.ca/upload/files/Rapport\\_Femmes\\_Laurentiennes\\_Version\\_finale\\_pour\\_mise\\_en\\_ligne.pdf](http://criec.uqam.ca/upload/files/Rapport_Femmes_Laurentiennes_Version_finale_pour_mise_en_ligne.pdf).



# LES FEMMES LAURENTIENNES, PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE ET STRATÉGIES POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS

Mars 2017

**Tableau 1 – Relation entre le niveau de scolarité complété et les revenus du ménage chez les répondantes<sup>2</sup>**

		Primaire	Secondaire DES, DEP	Cégep	AEC métier	Baccalauréat	Études supérieures	Total
Moins de 14 999\$	Nombre de répondantes	2	27	12	3	22	12	78
	%	3%	35%	15%	4%	28%	15%	100%
15 000 à 29 000\$	Nombre de répondantes	2	13	3	2	12	4	36
	%	6%	36%	8%	6%	33%	11%	100%
30 000 à 44 999\$	Nombre de répondantes	0	1	3	1	0	2	7
	%	0%	14%	43%	14%	0%	29%	100%
45 000 à 49 999\$	Nombre répondantes	0	0	4	1	2	1	8
	%	0%	0%	50%	13%	25%	13%	100%
50 000 à 64 999\$	Nombre de répondantes	0	0	0		5	2	7
	%	0%	0%	0%	0%	71%	29%	100%
65 000 à 79 999\$	Nombre de répondantes	0	0	0	0	2	0	2
	%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	100%
80 000\$ et plus	Nombre de répondantes	0	0	2	0	4	1	7
	%	0%	0%	29%	0%	57%	14%	100%
<b>Total</b>		4	41	24	7	47	22	145
		3%	28%	17%	5%	32%	15%	100%

<sup>2</sup> Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent.



## LES FEMMES LAURENTIENNES, PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE ET STRATÉGIES POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS

Mars 2017

**Tableau 2 - Croisement entre le dernier niveau de scolarité complété et la reconnaissance du diplôme<sup>3</sup>**

		Diplôme reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec				Total « niveau de scolarité »
		Non	Oui	Je ne sais pas	Ne s'applique pas	
Primaire	Nombre de répondantes	0	1	1	0	2
	%	0 %	50 %	50 %	0 %	100 %
Secondaire DES, DEP	Nombre de répondantes	6	10	10	1	27
	En %	22,2 %	37 %	37 %	3,7 %	100 %
Cégep	Nombre de répondantes	5	7	5	0	17
	%	29,4 %	41,2 %	29,4 %	0 %	100 %
École des métiers/AEC	Nombre de répondantes	1	5	1	0	7
	%	14,3 %	71,4 %	14,3 %	0 %	100 %
Universitaire baccalauréat	Nombre de répondantes	7	20	12	1	40
	%	17,5 %	50 %	30 %	2,5 %	100 %
Universitaire cycles supérieures	Nombre de répondantes	8	6	3	0	17
	%	47,1 %	35,3 %	17,6 %	0 %	100 %
Total diplômes reconnus		27	49	32	2	110
% (Total)		24,5 %	44,5 %	29,1 %	1,8 %	100 %

<sup>3</sup> Questionnaire 2015 distribué à un échantillon de 190 femmes utilisatrices des services des organismes de l'arrondissement de Saint-Laurent. Ce tableau inclut exclusivement les répondantes issues de l'immigration.



## LES FEMMES LAURENTIENNES, PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE ET STRATÉGIES POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS

Mars 2017

Pour plus du quart de notre échantillon, le diplôme n'a pas été reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec. De plus, on remarque que les femmes détenant une formation d'études universitaires supérieures ont le taux de non-reconnaissance le plus élevé.

### SERVICES FAVORISANT L'INTÉGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Les services favorisant l'aide à l'emploi sont de première importance pour l'intégration des femmes immigrantes sur le marché du travail.

Savoir comment valoriser ses compétences est un besoin essentiel, à la fois pour pouvoir intégrer le marché du travail et pour le développement d'un sentiment de valorisation sociale. Le parcours jalonné d'obstacles qu'est la reconnaissance des diplômes et la recherche d'emploi a un impact plus marqué sur les femmes immigrantes, puisque dans ces démarches, la priorité sera fréquemment donnée au conjoint masculin<sup>4</sup> (Chicha, 2012).

À Saint-Laurent, en plus des services offerts par les organismes publics comme le Centre local d'emploi, on recense trois organismes communautaires offrant des services liés à l'emploi : le Carrefour jeunesse emploi de Saint-Laurent, le Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI Saint-Laurent) et le Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI), les deux derniers s'adressant spécifiquement aux personnes issues de l'immigration. Les nombreux ateliers et formations sur la recherche d'emploi sont appréciés par les immigrantes et répondent directement à leurs besoins les plus importants.

Dans le même ordre d'idées, la spécialisation dans l'offre de services pour un type de population ciblée, comme le font le CEJFI et le programme Femmes du monde du CARI St-Laurent, qui offrent des services spécifiques aux femmes immigrantes et réfugiées, est un atout important. Cela permet de mieux desservir les besoins spécifiques de cette population en tenant compte de leur réalité de nouvelles arrivantes, de leur culture, de leur langue, etc., et des défis à relever (se familiariser avec la culture et les habitudes au Québec, suivre une formation, se préparer pour le marché du travail ou pour mettre à jour leurs connaissances professionnelles). Néanmoins, la spécialisation, dans le contexte du manque de ressources financières et de personnel, empêche les activités de jumelage qui pourraient faciliter le rapprochement interculturel. Une meilleure concertation entre les différents organismes permettrait de favoriser la complémentarité des services.

---

<sup>4</sup> Il faut remarquer que les raisons menant à ce choix de couple ne sont pas seulement en lien avec une culture machiste et patriarcale qui fait en sorte que les femmes devraient rester à la maison. Il s'agit souvent d'un choix économique, les professions typiquement masculines étant mieux payées que celles typiquement féminines. Voir à ce sujet Boyd, Monica et Jessica Yiu (2009), « Immigrant Women and Earnings Inequality in Canada », *Racialized migrant women in Canada : essays on health, violence and equity*, sous la dir. de Agnew Vijay, University of Toronto Press, p.221.